



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 31 /DDPP/2017
portant mise en demeure

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier et l'article L. 511-1 du titre I du livre V ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juin 2004 réglementant les activités exercées par la société MTS sur le territoire de la commune du Chambon-Feugerolles, rue Robert Schuman ;

VU le courrier du 15 juin 2015 adressé à l'exploitant par l'inspection des installations classées, suite à un incident de pollution survenu les 19 et 20 juillet 2014 sur le site de l'installation, lui demandant des éléments complémentaires ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 10 février 2017, établi à la suite d'une visite d'inspection du 1^{er} février 2017, constatant que l'exploitant n'a pas transmis les éléments demandés ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas transmis les renseignements demandés permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à mettre en œuvre et de prendre les dispositions nécessaires afin d'éviter qu'un tel incident ne se reproduise ;

CONSIDERANT qu'au vu de ces éléments, les prescriptions applicables à l'installation ne sont pas respectées et qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE :

ARTICLE 1 – La société MTS , pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune du Chambon-Feugerolles, rue Robert Schuman, est mise en demeure :

- **sous un délai de 2 mois**, de fournir à l'inspection des installations classées les conclusions du laboratoire privé, stipulant les raisons de l'impossibilité de comparaison des prélèvements effectués avec l'huile "DRASTA" utilisée par l'entreprise

- **sous un délai de 6 mois**, de garantir le bon état de la canalisation d'eaux pluviales traversant l'usine et si nécessaire faire les travaux ou condamner et remplacer cette canalisation par une nouvelle canalisation si possible en dehors de l'usine

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 - Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire du Chambon-Feugerolles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **23 FEV. 2017**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire général


Gérard LACROIX

copie adressée à :

- société MTS
- ZI La Silardière
- Rue Robert Schuman
- BP 43
- 42501 LE CHAMBON-FEUGEROLLES Cedex
- Mairie du Chambon-Feugerolles
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono